

La laïcité ciment de l'unité nationale

Un rapide reportage dans une « cité » d'une ville méridionale réalisé à la suite de l'horrible massacre de NICE permet d'entendre, après l'affirmation d'un jeune homme mal rasé, le chef couvert d'une casquette mise devant derrière et de deux femmes portant foulard qu'ils sont d'abord Français avant d'être arabes et musulmans, un péremptoire « Faites d'abord le ménage chez vous ! » proféré par une dame soignée et entre deux âges.

Qui est laïque ?

En dépit de la reconnaissance de leurs origines ethniques et religieuses, le jeune homme et les mamans de familles nombreuses, coiffées à la mode de leurs propres mères, sont plus proches de l'esprit laïque que la dame bien mise et hargneuse qui les assigne à une communauté différente de celle à laquelle, implicitement, elle prétend appartenir. Heureusement, les foules compactes réunies par un même chagrin et une même compassion, entonnant *la Marseillaise* après une impressionnante minute de silence, expriment dans leur diversité que la seule communauté qui vaille, parce qu'elle unit au lieu de séparer, est la communauté nationale qui abolit le communautarisme.

Les « Indigènes de la République » ont beau jeu de vouloir ancrer dans le communautarisme postcolonial les populations venues d'au-delà de la Méditerranée quand, de ce côté-ci, l'universalité laïque est récusée par des propos irrémédiablement racistes et xénophobes.

Le 25 juin 2016, quelques petites semaines avant la terrifiante nuit du 14 juillet, le Marocain Abderrahim IDOUSSALAH, porte-parole du « *Mouvement progressiste pour une société libre et une patrie pour tous* » était, avec quelques centaines de ses compatriotes, à la nuit tombée, devant le Parlement de Rabat pour demander l'abrogation de l'article 222 du *Code pénal* ; cet article, mis en application pendant le ramadan, condamne à la prison et à payer une amende quiconque, « *notoirement connu pour son appartenance à l'Islam* » rompt le jeûne en public pendant ce mois. Il y a eu plusieurs condamnations pour ce fait pendant le dernier ramadan. Au cours de cette manifestation, Abderrahim IDOUSSALAH a interpellé ainsi l'état marocain : « *Est-ce que le Maroc est le pays des musulmans ou le pays des Marocains ? Si cet état est l'état des musulmans, nous, nous ne savons pas qui est musulman et qui fait semblant de l'être. Personne ne peut prétendre avoir accès aux consciences des gens ... Nous ne sommes pas pareils. Avec ma carte nationale, je me présente en tant que citoyen marocain* ».

Voilà qui est une ferme déclaration anti-communautariste, laïque et patriotique.

En effet, la communauté nationale, qui s'abstrait des différences de chacun, cette communauté indifférenciée par définition hors l'adhésion à une même Nation, à un même ensemble de citoyens, que célèbrent en France les fêtes et les cérémonies du 14 juillet, définit l'appartenance à la patrie, la terre des ancêtres familiaux, certes, mais surtout moraux qui au fil du temps ont élaboré les valeurs qui permettent de vivre ensemble au lieu de s'affronter de clan à clan ce qui est le prélude à la guerre civile.

C'est pourquoi ce jeune homme et ces deux mères de famille, en totale opposition avec ce que prétendent les « Indigènes de la République » rejoignent les revendications des Marocains qui, comme Abderrahim IDOUSSALAH, veulent être reconnus, chez eux et partout ailleurs, comme des citoyens et des patriotes.

Dernièrement, Jean-Marc AYRAULT, ancien Premier Ministre et actuel ministre des Affaires Etrangères, commentant la tragédie du 14 juillet 2016 disait, comme trop d'hommes politiques et de presse le font, que la laïcité permettait en France d'être chrétiens, juifs ou musulmans sans que cela pose problème. Je préfère de beaucoup la définition d'IDOUSSALAH : « La laïcité ne veut nullement dire l'athéisme, le judaïsme ou l'islam ».

En effet, elle ne signifie pas l'adhésion à telle ou telle opinion ou idéologie ; elle induit que, pour assurer le bien commun, la liberté de conscience et son corollaire, celle d'expression, sont fondamentales car elles signifient que chaque femme et chaque homme n'a pas à subir l'influence de l'état (ou d'un groupe quelconque qui le dominerait) pour penser sauf à être, dans et dès leur jeune âge, mis en capacité de penser par eux-mêmes. C'est pourquoi la laïcité est inséparable du droit à l'éducation, à l'instruction, à la formation. Sont donc contraires aux *Droits de l'Homme et du Citoyen* les atteintes à la laïcité au sein de l'Ecole de la République.

Ces atteintes se font selon deux axes, celui du laxisme, voire de la complaisance envers les groupes de pression qui peuvent – ou pourraient - la circonvenir ; à l'occasion de la dernière session du baccalauréat, la sottise officielle de la Maison des Examens en Île-de-France en est un bon exemple : par une directive, elle enjoint aux chefs des centres d'examens de convoquer le 7 juillet 2016 les candidats devant passer les oraux de rattrapage au lieu du 6, date simultanée de cette session et de la fête de fin du ramadan ... Personne ne demandait rien et la loi est formelle : le bon fonctionnement du service public passe avant les convenances personnelles et l'adhésion à une opinion supposée d'un administré n'a pas à être prise en compte par l'administration. Ici, le combat que mènent au Maroc Abderrahim IDOUSSALAH et ses amis, montre qu'il est nécessaire de le mener encore et toujours en France !

Le second axe que suivent les atteintes à la laïcité au cœur de l'Ecole Publique elle-même est celle du moins d'école que pratiquent les tenants du libéralisme économique. Sous prétexte de laisser plus d'argent aux investisseurs qui spéculent plus qu'ils ne produisent, il s'agit de diminuer les impôts des entreprises. Moins d'impôts, donc moins de dépenses ... C'est ainsi que la droite libérale a supprimé en quelques années 13000 postes dans l'armée et les services de sécurité ; ce qui ne l'empêche pas d'accuser les autres de l'insuffisance numérique des policiers sur la Promenade des Anglais la nuit du 14 juillet. Mais la gauche libérale fait la même chose. Elle prétend compenser dans l'Education Nationale les suppressions de postes antérieures ; elle le fait en traînant les pieds, en contractualisant les personnels, c'est-à-dire en les précarisant, et en faisant des coupes sombres dans le contenu des programmes.

De même que c'est le capitalisme mondialisé qui fournit de l'argent, des armes et des combattants à DAESH, de même il met en demeure les pouvoirs publics en diminuant la « quantité » d'école d'en diminuer la qualité, ce qui est un autre versant de l'aide à DAESH.

Le SNCA e.i.L. Convergence se désole de cet état de fait ; mais il n'a pas l'intention de renoncer pour autant au combat qu'il mène depuis sa création pour plus et mieux d'école, pour plus et mieux de respect de la Laïcité qui est le fondement de la devise républicaine et l'outil de l'émancipation des Hommes.

Invité récemment à la projection donnée au ministère de l'Education Nationale, dans le cadre des entretiens Jean ZAY, du film de Virginie LINHART, *Vincennes, l'université perdue*, évoquant avec beaucoup de mesure et de sincérité l'épopée malheureuse de cette université qui au cœur du bois de Vincennes, dans la décennie 1970, s'est ouverte au peuple et aux plus hauts esprits de l'époque, le SNCA e.i.L. Convergence, par la bouche de sa secrétaire générale, a dit que la révolution restait à faire.

La Révolution sociale, la Révolution laïque pour que l'héritage, c'est-à-dire l'Unité et la Souveraineté Nationales de 1789 et 1790, ne soit pas perdu.

Capitalismus delendus est.